

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour le réaménagement et l'extension de la déchetterie de SAINT AVE

Enquête publique du 23 mai au 24 juin 2016

Arrêté préfectoral du 26 avril 2016

Rapport du commissaire enquêteur

Table des matières

1- Présentation du projet.....	3
1.1- Contexte et situation.....	3
1.2- Présentation du projet,.....	3
1.3- Les raisons du projet justification de l'intérêt général et mise en compatibilité du PLU.	3
1.4- Incidence du projet sur l'environnement.....	4
1.5- Examen conjoint du dossier par la DDTM , Vannes agglo et la mairie.....	5
2- Organisation et déroulement de l'enquête publique.....	5
2.1- Organisation.....	5
2.2- Composition du dossier.....	5
2.3- Publicité, affichage et information du public.....	6
2.4- Déroulement de l'enquête.....	6
2.5- Bilan de l'enquête.....	6
3- Synthèse.....	7
Pièces jointes :	7
Procès verbal d'enquête.....	8
1- Présentation.....	10
1.1- Contexte et situation.....	10
1.2- Présentation du projet,.....	10
1.3- Les raisons du projet justification de l'intérêt général et mise en compatibilité du PLU	10
.....	10
2- Bilan de l'enquête.....	11
3- Questions du commissaire enquêteur au maître d'ouvrage.....	11
3.1-Etat initial du site et de son environnement.....	11
3.2-Eléments permettant de définir l'utilité publique du projet.....	12
3.3-Mise en conformité des différents documents du dossier.....	13
Mémoire en réponse au procès verbal d'enquête.....	14

1- Présentation du projet

1.1- Contexte et situation

Vannes Agglo exploite, dans le cadre de sa compétence collecte de déchets, 8 déchetteries dont une à Saint Avé. Elle est située rue Joseph-Marie Jacquart dans le parc d'activités de Kermelin et occupe les parcelles CD 75 et 77 pour une surface de 3800 m². Au PLU de la commune, approuvé le 9 décembre 2011, l'emprise actuelle de la déchetterie est classé en zone Ui : "secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances". L'extension projetée, de 6110 m² sur la parcelle CD 78, est concernée par le zonage NI : "espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles".

1.2- Présentation du projet,

Le projet prévoit une extension pour créer une zone de stockage des déchets verts, des gravats et améliorer les conditions de circulation des véhicules sur l'installation. Il est prévu l'amélioration de la collecte des eaux de ruissellement et la création d'un bassin de rétention, avec possibilité d'isolement en cas de pollution, avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales. Le projet prévoit différents aménagements des zones de collecte, des locaux, de l'éclairage, de la signalisation et la création d'une réserve incendie.

Le code de l'environnement classe cette déchetterie comme Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et l'exploitant doit établir une Demande d'Autorisation d'Exploiter qui sera déposée en préfecture. Ce dossier de demande est joint au dossier d'enquête "Déclaration de projet", il comporte :

- l'étude d'impact comprenant une description de l'état initial du site et de son environnement, une analyse des effets de l'installation sur l'environnement et une étude des mesures compensatoires envisagées,
- l'étude des risques sanitaires des effets de l'installation sur la santé humaine,
- l'étude de dangers exposant les risques d'accident.

Il faut noter que ce dossier de DAE rejeté par la DREAL (courrier du 5 février 2016) doit être déposé à nouveau suite à l'adaptation du PLU au projet et au dépôt de la demande de défrichement nécessaire à l'extension.

1.3- Les raisons du projet justification de l'intérêt général et mise en compatibilité du PLU

Le réaménagement et l'extension de la déchetterie permettra de disposer à Saint Avé d'un nouvel équipement permettant :

1. D'un point de vue technique :
 - de s'adapter à l'augmentation des quantités de déchets collectés suite à l'effort de tri par les ménages et les artisans,
 - d'optimiser les collectes sélectives,
 - de mettre en place un outil efficace avec des équipements récents et conformes aux normes,
 - de proposer un nouvel outil moderne.
2. D'un point de vue réglementaire :
 - de mettre en place un outil conforme à la réglementation en vigueur,
 - de répondre aux enjeux locaux de gestion des déchets ménagers.
3. D'un point de vue du personnel intervenant sur l'installation :
 - de sensibiliser sur les dangers potentiels sur l'environnement et sur la santé liés à l'exploitation du site,

- de mettre en place un outil respectueux des conditions de travail.
- 4. D'un point de vue environnemental:
 - d'augmenter la prévention des risques environnementaux liés au stockage de produits dangereux ou présentant des risques,
 - d'améliorer la gestion des eaux circulant sur l'installation,
 - de contrôler les émissions acoustiques.
- 5. D'un point de vue sécurité :
 - de garantir une disponibilité suffisante en eau en cas d'incendie,
 - d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement et d'extinction d'incendie.

Un autre alternative à l'extension de la déchetterie existante a été recherchée. Aucune disponibilité foncière sur Vannes et Saint Avé ne présentait les atouts suffisants pour créer une nouvelle déchetterie. La déchetterie de Saint Avé est bien identifiée par les usagers et la disponibilité foncière permet d'envisager, à moyen terme, une seconde extension.

La réalisation du projet nécessite une extension de 6110 m² de la surface de la déchetterie, cette extension doit se réaliser sur une parcelle boisée zonée NI : "espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles" par le PLU de la commune.

L'article L123-14 du code de l'urbanisme permet de faire évoluer les documents d'urbanisme lorsqu'un projet d'utilité ou d'intérêt général ne peut être réalisé par les règles du PLU en vigueur. Cette enquête publique de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU est organisée, suivant les préconisations de l'article L153-14, pour permettre le classement de la surface nécessaire au projet d'extension de la déchetterie en zone Ui : "secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances" sur la parcelle CD 78.

1.4- Incidence du projet sur l'environnement

La déchetterie est située dans un milieu déjà urbanisé au sein de la zone d'activité de Kermelin, les premières habitations sont situées à 165 m. Le site n'est pas concerné par le périmètre de protection d'un monument historique inscrit ou classé, ni par un secteur archéologique.

Selon les mesures acoustiques réalisées, en période diurne, le 17 juin 2015 les sources de bruit sont dues aux activités des entreprises et à la circulation routière. Les sources de bruit liées aux activités de la déchetterie sont : les dépôts réalisés par les usagers, l'évacuation des déchets, les moteurs des véhicules et le broyage des déchets verts.

Le site n'est concerné par aucun espace naturel inventorié et protégé, les sites naturels les plus proches sont à 3,5 km, ils correspondent au Golfe du Morbihan.

Le projet prévoit d'utiliser 6110 m² de la parcelle voisine CD 78 (surface totale 50 540 m² environ). Cette parcelle 78 est boisée et l'inventaire réalisé en juin 2015 n'a observé aucune espèce végétale ou animale soumise à une protection particulière.

Suite à la demande du 19 janvier d'examen du dossier au cas par cas, l'arrêté de Monsieur le préfet du Morbihan du 17 mars 2016 dispense le projet d'évaluation environnementale et demande le traitement des eaux de ruissellement de la partie existante des installations par le bassin de régulation - rétention prévu. Dans son mémoire en réponse Vannes Agglo fait observer que la DREAL n'a pas fait de remarque pendant l'instruction du dossier ICPE et après étude propose le raccordement de la récupération des eaux pluviales de la partie existante moyennant une sur-profondeur des réseaux à créer.

Suite à la demande présentée par Vannes Agglo le 25 janvier 2016, l'arrêté de Monsieur le préfet de Région du 1 mars 2016 précise que le projet de défrichement de 0,85 ha d'un boisement limitrophe du parc d'activité de Kermelin à Saint Avé doit comporter une étude d'impact. Cette opération étant un élément constitutif du projet d'extension de la déchetterie, l'étude d'impact est celle relative au projet.

1.5- Examen conjoint du dossier par la DDTM , Vannes agglo et la mairie

Lors de l'examen conjoint du 22 mars 2016 Vanne Agglo a présenté les différentes étapes de la procédure ainsi que son articulation avec les différentes procédures engagées au titre du code de l'environnement, du code forestier et du code du patrimoine :

- demande d'autorisation d'exploiter ICPE rejetée par courrier du 5 février 2016,
- demande d'examen au cas par cas pour une autorisation de défricher,
- demande de diagnostic volontaire archéologique,
- demande d'examen au cas par cas pour la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.

La DDTM a demandé de compléter les caractéristiques naturelles du site dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ICPE. Le dossier de demande d'exploiter ICPE présenté à cette enquête est la version initiale d'octobre 2015 qui devra être complétée.

2- Organisation et déroulement de l'enquête publique

2.1- Organisation

La décision E16000098 de Madame la présidente du Tribunal Administratif de Rennes, du 8 avril 2016, me nomme commissaire enquêteur titulaire et M. Christian JOURDREN suppléant.

L'arrêté du 26 avril 2016, de Monsieur le Préfet du Morbihan organise l'enquête :

- elle se déroulera, en mairie de Saint Avé, du 23 mai 2016 au 24 juin 2016 chaque jour ouvrable aux heures d'ouverture de la mairie et à la DDTM du Morbihan, service urbanisme et habitat, 113 rue du commerce à Vannes,
- le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Saint Avé :
 - lundi 23 mai 2016 de 9 h 00 à 12 h 00,
 - mercredi 02 septembre 2016 de 9 h 00 à 12 h 00,
 - vendredi 24 juin 2016 de 13 h 30 à 17 h 00.

J'ai reçu le dossier d'enquête expédié par la DDTM du Morbihan le 27 avril 2015.

J'ai eu différents contacts avec :

- M. Dano Dominique de la DDTM concernant la composition du dossier, il a été décidé de mettre à la disposition du public, avec le dossier d'enquête, le dossier existant de demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE qui comprend une étude environnementale.
- Messieurs Gouret et Dano Dominique de Vannes Agglo concernant la non correspondance des plans fournis au dossier avec la note de présentation.

Le 9 mai j'ai :

- visé les pièces du dossier d'enquête et paraphé le registre d'enquête en mairie de Saint Avé,
- vérifié les affichages en mairie et sur le site de la déchetterie,
- visité la déchetterie et la zone boisée classé NI au PLU qui doit être en partie impactée par le projet.

2.2- Composition du dossier

Le dossier soumis à l'enquête déposé en mairie de Saint Avé comprenait :

- la notice de présentation de mars 2016 (22 pages),
- 2 plans du projet d'extension de la déchetterie au 1/500 format A3 deux 22 mars 2016 (planches 1/2 et 2/2),

- le procès verbal de la réunion d'examen conjoint du projet du 22 mars 2016,
- l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016 dispensant le projet d'évaluation environnementale suite à la demande d'examen au cas par cas,
- le mémoire en réponse de Vannes Agglo à l'arrêté préfectoral du 17 mars 2016,
- l'arrêté du Préfet de la région Bretagne concernant la demande d'examen au cas par cas du projet de défrichement d'un boisement au parc d'activité de Kermelin commune de Saint Avé dans le cadre de l'extension de la déchetterie,
- le dossier de demande d'exploiter au titre des ICPE pour le déchetterie de Kermelin agrandie sur la commune de Saint Avé (259 pages et 15 annexes) en date d'octobre 2015.

2.3- Publicité, affichage et information du public

La publicité a été organisée par la DDTM:

1. Affichage, par la Vannes Agglo, d'un avis d'enquête au format A2 (lettres noires sur fond jaune) sur la clôture de la déchetterie à coté du portail d'accès.
2. Affichage de l'avis d'enquête par la mairie :
 - au panneau d'affichage à l'extérieur de l'hôtel de ville au format A4,
 - au format A2 sur fond jaune sur un panneau plante dans le massif du parking de l'hôtel de ville.

Ces 3 affichages (Mairie et déchetterie) ont été constatés par Bruno LE FUR Chef de la police municipale de Saint Avé (rapport du 9 mai 2016 joint au dossier d'enquête).
3. Parution de l'avis d'enquête en rubrique annonces légales des journaux suivants :
 - Ouest France des 4 mai et 23 mai 2016,
 - Le Télégramme du 4 mai et 23 mai 2016,

Une copie de ces annonces est jointe au dossier d'enquête.
4. Parution d'un article en page locale Saint Avé du Ouest France du 24 mai 2016 : "La déchetterie de Kermelin va être agrandie" décrivant le projet et annonçant les dates de l'enquête publique.
Une copie de cet article est jointe au dossier d'enquête.
5. Annonce de l'ouverture de l'enquête publique sur le site internet de la commune de Saint Avé en page d'accueil dès le 13 mai, une copie de la page est jointe au dossier d'enquête.
6. Annonce de l'ouverture de l'enquête publique sur le site internet des services de l'état en Morbihan, constaté le 10 mai, une copie de la page est jointe au dossier d'enquête.

2.4- Déroulement de l'enquête

J'ai effectué les 3 permanences prévues en mairie de Saint Avé, à l'occasion de chacune de celle ci, j'ai pu vérifier la présence de l'affichage réalisé.

Le 1 juillet, j'ai remis le procès verbal d'enquête au pétitionnaire Vannes Agglo dans ses locaux de Vannes.

J'ai reçu le mémoire en réponse de Vannes Agglo par messagerie le 12 juillet puis par courrier le 15. J'ai remis le dossier complet, mon rapport et mes conclusions le 21 juillet à M. Dano de la DDTM.

2.5- Bilan de l'enquête

Il n'y a eu aucune consultation du dossier pendant la durée de l'enquête et personne ne s'est

présenté lors de mes permanences. Une personne s'est présentée lors de la dernière permanence pour un problème de PLU indépendant de l'enquête.

Il n'y a aucune déposition sur le registre d'enquête et je n'ai reçu aucun courrier malgré une publicité suffisante : réglementaire et en plus article de presse en page locale et site internet de la commune.

3- Synthèse

L'état des lieux environnemental du dossier présenté à l'enquête n'est pas suffisant pour apprécier les effets du déboisement prévu sur les écosystèmes existants (note de présentation et étude d'impact du dossier ICPE). Les raisons du choix du site ne sont pas suffisamment développées dans la note de présentation.

Dans le procès verbal de synthèse, présenté le 1 juillet au maître d'ouvrage, j'ai demandé des précisions sur ces différents points.

A Muzillac le 15 juillet 2016

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alain Guyon', written over a horizontal line.

Alain GUYON

Pièces jointes :

- *procès verbal d'enquête du 1 juillet 2015,*
- *réponse au PV d'enquête du 19 juillet 2015.*

Procès verbal d'enquête

Département du MORBIHAN
Commune de SAINT AVE

Déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme pour le réaménagement et l'extension de la déchetterie de SAINT AVE

Enquête publique du 23 mai au 24 juin 2016

Arrêté préfectoral du 26 avril 2016

Procès verbal d'enquête

Table des matières

1- Présentation.....	3
1.1- Contexte et situation.....	3
1.2- Présentation du projet.....	3
1.3- Les raisons du projet justification de l'intérêt général et mise en compatibilité du PLU.	3
2- Bilan de l'enquête.....	4
3- Questions du commissaire enquêteur au maître d'ouvrage.....	4
3.1-Etat initial du site et de son environnement.....	4
3.2-Eléments permettant de définir l'utilité publique du projet.....	5
3.3-Mise en conformité des différents documents du dossier.....	6

L'arrêté préfectoral du 26 avril 2013 organisant l'enquête prévoit (article 4) la convocation par le commissaire enquêteur du maître d'ouvrage, dans la huitaine après expiration de l'enquête, pour communication des observations du public consignées dans un procès verbal de synthèse. Le maître d'ouvrage disposant ensuite de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

1- Présentation

1.1- Contexte et situation

Vannes Agglo exploite, dans le cadre de sa compétence collecte de déchets, 8 déchetteries dont une à Saint Avé. Elle est située rue Joseph-Marie Jacquart dans le parc d'activités de Kermelin et occupe les parcelles CD 75 et 77 pour une surface de 3800 m². Au PLU de la commune, approuvé le 9 décembre 2011, l'emprise actuelle de la déchetterie est classé en zone Ui : "secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances". L'extension projetée, de 6110 m² sur la parcelle CD 78, est concernée par le zonage NI : "espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles".

1.2- Présentation du projet,

Le projet prévoit une extension pour créer une zone de stockage des déchets verts, des gravats et améliorer les conditions de circulation des véhicules sur l'installation. Il est prévu l'amélioration de la collecte des eaux de ruissellement et la création d'un bassin de rétention, avec possibilité d'isolement en cas de pollution, avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales. Le projet prévoit différents aménagements des zones de collecte, des locaux, de l'éclairage, de la signalisation et la création d'une réserve incendie.

Le code de l'environnement classe cette déchetterie comme Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et l'exploitant doit établir une Demande d'Autorisation d'Exploiter qui sera déposée en préfecture. Ce dossier de DAE est joint au dossier d'enquête "Déclaration de projet", il comporte :

- l'étude d'impact comprenant une description de l'état initial du site et de son environnement, une analyse des effets de l'installation sur l'environnement et une étude des mesures compensatoires envisagées,
- l'étude des risques sanitaires des effets de l'installation sur la santé humaine,
- l'étude de dangers exposant les risques d'accident.

1.3- Les raisons du projet justification de l'intérêt général et mise en compatibilité du PLU

Le réaménagement et l'extension de la déchetterie permettra de disposer à Saint Avé d'un nouvel équipement permettant :

1. D'un point de vue technique :
 - de s'adapter à l'augmentation des quantités de déchets collectés suite à l'effort de tri par les ménages et les artisans,
 - d'optimiser les collectes sélectives,
 - de mettre en place un outil efficace avec des équipements récents et conformes aux normes,
 - de proposer un nouvel outil moderne.
2. D'un point de vue réglementaire :
 - de mettre en place un outil conforme à la réglementation en vigueur,
 - de répondre aux enjeux locaux de gestion des déchets ménagers.
3. D'un point de vue du personnel intervenant sur l'installation :

- de sensibiliser sur les dangers potentiels sur l'environnement et sur la santé liés à l'exploitation du site,
 - de mettre en place un outil respectueux des conditions de travail.
4. D'un point de vue environnemental:
- d'augmenter la prévention des risques environnementaux liés au stockage de produits dangereux ou présentant des risques,
 - d'améliorer la gestion des eaux circulant sur l'installation,
 - de contrôler les émissions acoustiques.
5. D'un point de vue sécurité :
- de garantir une disponibilité suffisante en eau en cas d'incendie,
 - d'améliorer la gestion des eaux de ruissellement et d'extinction d'incendie.

Une autre alternative à l'extension de la déchetterie existante a été recherchée. Aucune disponibilité foncière sur Vannes et Saint Avé ne présentait les atouts suffisants pour créer une nouvelle déchetterie. La déchetterie de Saint Avé est bien identifiée par les usagers et la disponibilité foncière permet d'envisager, à moyen terme, une seconde extension.

La réalisation du projet nécessite une extension de 6110 m² de la surface de la déchetterie, cette extension doit se réaliser sur une parcelle boisée zonée NI : "espace naturel à vocation de sports, loisirs et activités socio-culturelles" par le PLU de la commune.

L'article L123-14 du code de l'urbanisme permet de faire évoluer les documents d'urbanisme lorsqu'un projet d'utilité ou d'intérêt général ne peut être réalisé par les règles du PLU en vigueur. Cette enquête publique de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU est organisée, suivant les préconisations de l'article L153-14, pour permettre le classement de la surface nécessaire au projet d'extension de la déchetterie en zone Ui : "secteur destiné aux activités et installations susceptibles de comporter des nuisances" sur la parcelle CD 78.

2- Bilan de l'enquête

A la fin de l'enquête il n'y a aucune observation du public au registre ? Les imprécisions du dossier présenté à l'enquête me conduisent à poser plusieurs questions au maître d'ouvrage.

3- Questions du commissaire enquêteur au maître d'ouvrage

3.1-Etat initial du site et de son environnement

L'étude d'impact du dossier ICPE décrit l'environnement immédiat de la déchetterie : présence des installations du parc d'activité de Kermelin, une zone boisée avec des lignes haute tension au Nord et les premières habitations à 165 m.

Les investigations faunistiques et floristiques de juin 2015 ont permis de caractériser le boisement impacté par le projet :

- Flore : espace boisé composé d'essences typiques de la région (sureau, châtaigner, charmes, chênes, érable champêtre....) et de lierre, fougères et ronces comme végétation basse ; aucune espèce végétale soumise à protection particulière n'a été observée.
- Faune : le secteur est fréquenté par des espèces communes de petits rongeurs (mulots, lapins de garenne..) et par d'autres mammifères (renard, taupe ..). Les haies et les arbres abritent des passereaux (mésanges, rouge-gorge, pinsons...), d'autres habitants des bois (merles, pie, corneilles, pigeons, geai, grives....) ainsi que des oiseaux marins. Des insectes sont présents :

grillons, arachnides...Aucune espèce animale soumise à un régime de protection n'a été recensée.

Nous nous trouvons en présence d'un boisement d'une surface de 50 500 m² environ qui abrite, semble-t-il, une biodiversité ordinaire. Les informations ci dessus sont extraites de l'étude d'impact du dossier ICPE chapitre 1.4.3 et 1.4.4 pages 94 et 95 ; la note de présentation du dossier déclaration de projet nous liste uniquement les espaces naturels protégés dans un rayon de 5 km. J'estime que l'état des lieux réalisé ne permet pas de caractériser la biodiversité présente sur ces 50 500 m² d'espace naturel.

La carte des espaces naturels en page 23 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable de PLU de la commune, approuvé le 9 décembre 2011, nous montre que ce boisement est intégré à la trame verte : "principaux espaces à caractère naturel" de la commune. Le PADD prévoit, orientation 4, de préserver l'identité du territoire communal : espaces naturels, paysage et patrimoine local.

3.2-Eléments permettant de définir l'utilité publique du projet

La déclaration de projet porte sur l'utilité publique du projet et sur la mise en compatibilité du PLU. Pour apprécier l'intérêt général du projet nous avons besoin d'examiner 3 points :

1. le projet est il d'intérêt général : les avantages de l'extension sont listés chapitre 2.2 de la note de présentation et repris au chapitre 13 du présent document ; toutes les raisons avancées me semblent pertinentes.
2. y a-t-il une autre solution : le chapitre 2.3 de la note de présentation annonce que le site choisi est le meilleur et qu'une seconde extension est envisageable. Les disponibilités foncières non retenues ne sont pas listées. Une présentation sur plan avec les déchetteries voisines accompagné de la fréquentation actuelle de ces sites permettrait une meilleure vision de la situation existante pour justifier le site retenu.
3. Un bilan des avantages et inconvénients du projet doit permettre de justifier le choix réalisé :
 - le principal inconvénient est la destruction de 6 100m² d'un boisement ancien situé en ville. Le rapport d'avril 2009 "Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes" donne des éléments pour chiffrer les services rendu par les écosystèmes forestiers (valeur moyenne annoncée, en page 9 du document, de 970 € par hectare et par an). La proximité du boisement du centre bourg augmente à mon avis la valeur à prendre en compte.
 - les avantages du nouvel équipement prévu (chapitre 2.2 de la note de présentation) sont probablement chiffrables : gain de temps des usagers, conditions de travail du personnel, amélioration de la sécurité du stockage des produits dangereux.....

Pouvez vous me fournir les éléments nécessaires pour justifier le choix effectué au point 2 sur le site du projet et faire le bilan avantage / inconvénients décrit au point 3 ?

Si le bilan est défavorable pour le projet serait-il possible d'envisager la compensation du boisement détruit par la plantation d'une surface au moins identique à **proximité du bourg** ?(pour compenser l'âge du boisement actuel et anticiper la seconde extension annoncée l'idéal serait de doubler la surface)

3.3-Mise en conformité des différents documents du dossier

La note de présentation est très sommaire concernant la description du milieu naturel. Il manque les éléments listés chapitre 3.2 pour réaliser le bilan qui permettra d'apprécier l'utilité publique du projet.

Les 2 plans au format A3 joints au mémoire en réponse à l'arrêté de la DREAL du 17 mars 2016 ne correspondent pas à la description de la note de présentation : volume du bassin de rétention, mode de rejet du bassin dans le réseau EP, récupération des eaux de la zone de déchets verts renvoyés vers le réseau EU, légende des éléments, absence de repère géographique...

A Muzillac le 28 juin 2016

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alain Guyon', written over a horizontal line.

Alain GUYON

Mémoire en réponse au procès verbal d'enquête



Vannes, le 10 juillet

Dossier suivi par Gaël GOURET
Pôle Aménagement Territoire
Chargé du Conseil En Aménagement
ggouret@vannesagglo.fr
Tél : 02.97.68.42.20
N. ref : 160708-1736Kh

Monsieur Guyon
6 rue du pré de la croix
56190 MUZILLAC

Objet : Déclaration de projet du PLU de Saint Avé -Extension de la déchetterie
Mémoire en réponse au PV d'enquête

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2016, vous nous avez remis, lors de notre rencontre du 1^{er} juillet dernier, votre procès-verbal d'enquête dans lequel vous nous demandez de préciser trois aspects de notre dossier.

Question 1 : Mise en conformité des différents documents du dossier

Conformément aux remarques émises lors de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées, le dossier de mise en compatibilité du PLU sera complété sur les aspects environnementaux suite à l'enquête publique. En effet, les services de l'Etat nous ont indiqué que le dossier présenté lors de l'examen conjoint des PPA devait être identique à celui présenté à l'enquête.

C'est pourquoi, Vannes Agglo n'a pas pu intégrer dans le dossier présenté à l'enquête les compléments environnementaux suite à l'examen conjoint des PPA, ni intégrer les plans de composition modifiés suite à l'avis de la DREAL.

Le dossier sera mis à jour pour l'approbation de la déclaration de projet par le conseil municipal de Saint-Avé prévu le 22 septembre prochain.

Question 2 : Etat initial du site de et de son environnement

En parallèle de la procédure PLU, objet de la présente enquête publique, Vannes Agglo a déposé une demande d'autorisation de défrichement conformément aux articles L.341-3, R341-3 et suivants du code forestier. Cette demande est en cours de préinstruction par la DDTM du Morbihan.

Le nouveau dossier ICPE sera redéposé début octobre suite à l'approbation de la déclaration de projet par le conseil municipal de Saint-Avé. Celui-ci intégrera dans l'étude d'impact les éléments du dossier de défrichement avec une analyse de la qualité du boisement et les mesures compensatoires.

Un site propriété de Vannes Agglo a déjà identifié la parcelle VH35 sur la commune de Theix (carte ci-après). Une évaluation technique sur le terrain par la DDTM a confirmé la valeur sylvicole potentielle de cette parcelle pour accueillir une future plantation.

Vannes agglo

1 rue de la République - 56100 Vannes
Tél : 02 97 68 42 20 - Fax : 02 97 68 42 21

www.vannesagglo.fr

L'étude de 2013 avait démontré la nécessité de mettre en place une plateforme pour végétaux afin de désengorger le site, et de répondre à l'évolution importante de la population.

En outre, Vannes agglomération a décidé de profiter de cette plateforme pour y implanter également des alvéoles dédiées aux gravats. Ceci permet de libérer 3 quais, et de détourner entre 40 et 50% de la fréquentation (part des usagers ne venant déposer que des gravats ou des déchets verts). Cette option permet donc de s'affranchir des réserves émises par rapport au scénario 1 de l'étude, résumée dans le tableau ci-dessous :

	Scénario 1	Scénario 2
Description du scénario	Construction d'une PF de D.V. = 2 quais libérés	Construction d'une PF de D.V. = 1 quai libéré (séparation tontes-branchages)
Réorganisation des quais libérés	Quai 1 : 2 ^{ème} benne tout-venant Quai 2 : 2 ^{ème} benne DE+ ou gravats (aménagement nécessaire)	Quai 1 : 2 ^{ème} benne tout-venant
Absorption de l'augmentation de tonnage attendue	Les aménagements suivants sont à réaliser → Construction d'une plateforme de déchets verts sur ce site. → Acquisition d'un Packmat et optimisation du taux de remplissage des bennes. Cependant, un quai supplémentaire serait nécessaire pour absorber l'augmentation de flux attendue.	Possible si → Construction d'une plateforme de déchets verts sur ce site. → Acquisition d'un Packmat et optimisation du taux de remplissage des bennes. Deux quais supplémentaires seraient nécessaires pour absorber l'augmentation de flux attendue.
Absorption de l'augmentation du flux de véhicules attendue	Avec la mise en place de la PF de D.V. la déchèterie devrait être suffisamment grande pour absorber l'augmentation du flux de véhicules. Cependant, comme vu précédemment, la construction d'un ou deux quais supplémentaires est à prévoir. Sur la configuration actuelle de la déchèterie, l'ajout d'un nouveau quai paraît difficile à mettre en place (sauf peut-être en extrémité de la benne déchets verts ou en extrémité de la benne gravats - à étudier). Sinon, une extension de la déchèterie est à envisager ou bien la mise en place d'un nouvel équipement.	

Tableau 91 : scénarii d'évolution à l'horizon 2025 de la déchèterie de Saint-Avé

Cette extension présente donc les avantages suivants :

- Maintien de la partie existante : réutilisation d'un équipement existant, limitation du coût de l'opération, préservation d'énergie grise qu'elle représente ;
- Utilisation des infrastructures routières existantes de la zone d'activités de Kermelin, et correctement dimensionnées pour la fréquentation du site ;
- Limitation de la pression foncière, en n'ayant pas à construire un nouveau site ex-nihilo, qui viendrait consommer plus d'espace et en particulier des terres agricoles ou naturelles.

La recherche d'un autre site n'a toutefois pas été totalement écartée par la collectivité au démarrage de la réflexion sur le projet. Les mairies de Saint-Avé et de Vannes ont ainsi été sollicitées en janvier 2015 pour étudier une nouvelle implantation, sur une surface d'un hectare.

La ville de Vannes a été en mesure de proposer des parcelles de 1500 et 4400 m² (pour plateforme de déchets verts uniquement, mais qui ne permettait pas d'optimiser les moyens humains et matériels dans le cadre de l'exploitation des sites). Elle indiquait sans plus de précisions que pour une superficie plus importante, la zone au nord du

giratoire des Trois Rois serait à privilégier, ce qui impliquait la consommation de terres agricoles pour un coût d'aménagement estimé à 1M€ HT (hors Maitrise d'œuvre, étude techniques et acquisitions foncières).

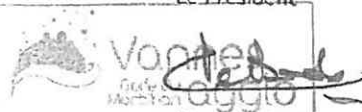
La commune de Saint-Avé a indiqué quant à elle qu'elle pouvait mobiliser la parcelle contiguë au site actuel, ce qui évitait de déplacer complètement l'installation pour un coût de travaux évalué à 600.000 € HT au stade AVP.

Compte tenu de ces éléments, les élus ont opté pour le maintien du site actuel et son extension sur la parcelle voisine, propriété de la commune, puisque le projet de réaménagement envisagé permet de répondre aux objectifs de la requalification du site (amélioration des conditions de sécurité, de circulation et d'accueil, développement de nouvelles filières de valorisation grâce aux quais déchets verts et gravats qui sont libérés).

Il est à noter par ailleurs que dans le cadre de la fusion de Vannes agglo avec la communauté de communes du Loc'h, les habitants de Meucon qui utilisent le site de Saint-Avé pourront désormais accéder à la déchèterie de Locmaria-Grand-champ. Cette évolution du périmètre intercommunal rend inopportun le déplacement de la déchèterie plus au nord, le long de la RD 767.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Président



Pierre LE BODO

